

LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 11 DECEMBRE 2015

SOMMAIRE

- 1) Bataille sans merci
- 2) Ils draguent...
- 3) Pourquoi les injurier
- 4) Ils en veulent plus



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Bartolone : "Pécresse défend Versailles, Neuilly et la race blanche"



Claude Bartolone et Valérie Pécresse sont les deux adversaires pour les élections régionales en Ile-de-France. | AFP



Par Julien Martin

Dans un entretien à "L'Obs", le candidat socialiste en Ile-de-France analyse les résultats du premier tour et s'en prend à la candidate des Républicains qu'il affrontera dimanche prochain.



Claude Bartolone, candidat PS pour présider la région Ile-de-France (JOEL SAGET / AFP)

Prétendant socialiste désigné sur le tard, Claude Bartolone est longtemps apparu distancé dans les sondages par son adversaire de droite, Valérie Pécresse. Au soir du premier tour des élections régionales en Ile-de-France, le président de l'Assemblée nationale est bien arrivé en seconde position, mais seulement cinq points derrière l'ancienne ministre de Nicolas Sarkozy (25,19% contre 30,51%), et devant le candidat frontiste Wallerand de Saint-Just (18,41%).

Mieux, en additionnant les suffrages de ses partenaires de gauche, l'écologiste Emmanuelle Cosse (8,03%) et le communiste Pierre Laurent (6,63%), l'ex-président du conseil départemental de Seine-Saint-Denis peut espérer l'emporter à l'issue du second tour. Interview.

Est-ce une surprise, pour vous, de n'être que cinq points derrière Valérie Pécresse au premier tour ?

Claude Bartolone - Il y a toujours l'écart entre ce que vous ressentez sur le terrain et l'éclairage projeté sur votre campagne par le couple infernal sondages-journalistes. Sur le terrain, je sentais qu'il se passait quelque chose. Mes colistiers ou les militants me le disaient aussi. Mais c'est vrai que cela a été une bonne surprise d'arriver plus haut que le meilleur des sondages publiés.

Que ressentiez-vous sur le terrain ?

- On sentait qu'il y avait une adhésion à la fois à mon programme, à mon parcours et à ma connaissance de l'Ile-de-France. Et peut-être encore plus devant les propos tenus par la droite extrême et l'extrême droite, qui touchent à l'identité de l'Ile-de-France. Cette région est de toutes les couleurs, toutes les origines, toutes les religions. Elle a été heurtée de voir les candidats de la droite faire une "généflexion" lors de la réunion de la Manif pour tous. Lire La part belle à la Manif pour tous sur la liste de Pécresse

Il vous faudra quand même combler ces cinq points de retard. Pensez-vous pouvoir réunir tous les électeurs de gauche sur votre nom ?

- D'abord, cinq points de retard, c'est quand même incroyable... On m'aurait proposé ce chiffre dès le début de la campagne, je signais tout de suite. A un point près, je fais le même score que celui réalisé par le PS en 2010. C'est un bon résultat qui montre la résistance du PS à Paris et dans la petite comme dans la grande couronne. Après, cela a été facile de faire le rassemblement avec les communistes et les écologistes parce qu'on a géré la région ensemble. C'était d'ailleurs intéressant de voir les programmes des uns et des autres contenir les mêmes mesures. Cela permettait de partir d'une bonne base.

"Je n'ai forcé personne à s'unir dès les premiers tours"

Pour autant, ce sont les états-majors des partis qui se présentaient en Ile-de-France : Pierre Laurent pour les communistes, Emmanuelle Cosse pour les écologistes. Des personnalités qui sont habituellement très dures avec les socialistes...

- Nous sommes dans des organisations politiques différentes, mais nous avons toujours su faire la différence entre les critiques de la politique gouvernementale et les projets portés au niveau régional.

Quelles concessions avez-vous faites dans votre programme de second tour aux écologistes et aux communistes ?

- Ce ne sont pas des concessions, ce sont des améliorations de mon programme. J'ai ajouté plusieurs propositions comme la gratuité des transports pour les moins de onze ans défendue par le Front de Gauche ou le million d'arbres plantés au cours du mandat défendu par les écologistes.

Mais il y avait surtout un fond de programme qui nous était commun, que ce soit sur les créations d'emplois, la sécurité dans les transports, l'amélioration des transports en grande couronne, la volonté d'accroître la démocratie locale, le renforcement de la vie associative... On n'a vraiment pas eu à se forcer pour s'unir.

Regrettez-vous toujours que cette union n'ait pas été réalisée dès le premier tour ?

- Non. Dès le départ, j'ai fait des propositions pour pouvoir se rassembler dès le premier tour, mais je n'ai forcé personne parce que je savais aussi que cela pouvait nous permettre de rassembler davantage et dans plus de clarté au second tour.



Claude Bartolone (PS), Emmanuelle Cosse (EELV) et Pierre Laurent (PCF) annoncent la fusion de leurs listes au second tour des régionales (ADRIEN MORLENT / AFP)

"La compilation des vieux tubes de Nicolas Sarkozy"

Comment expliquez-vous que Valérie Pécresse finisse, à l'inverse, plus bas qu'annoncé ?

- A partir du moment où elle a fusionné Les Républicains, l'UDI et le MoDem, son score n'a plus bougé, elle n'était pas en dynamique. Elle a fait la fusion avec les centristes, mais elle les a fait totalement disparaître. Elle s'est de plus en plus radicalisée. Regardez sa prestation à la réunion de la Manif pour tous, c'était incroyable. Regardez les propos de ses colistiers annonçant la suppression des subventions pour le planning familial. Pendant la campagne, elle nous a servi la compilation des vieux tubes de Nicolas Sarkozy.

Pourquoi, selon vous, le FN est-il moins fort en Ile-de-France que dans tout le pays ?

- Les habitants d'Ile-de-France savent la chance que représente la dynamique économique, sociale, environnementale de la région. C'est d'ailleurs la

partie de la grande couronne qui se sent la moins concernée par cette dynamique qui a le plus voté FN. L'enjeu de cette élection, c'est aussi cela : permettre à chaque Francilien de se sentir concerné par les atouts de cette région.

Valérie Pécresse peut-elle parvenir à capter cet électorat frontiste ?

- Je n'en sais rien. Elle est prête, pour cela, à revenir sur une partie des positions qui étaient les siennes. Ne serait-ce que sur cette question du mariage pour tous. Au départ, elle était contre, elle était dans les rangs de la Manif pour tous, elle voulait démarier les homosexuels, puis elle a dit qu'on ne pourrait finalement pas défaire les mariages existants, et maintenant elle redonne un coup de volant incroyable vers l'extrême droite. On ne peut pas faire confiance à une telle personne. Elle pratique la politique à l'ancienne, c'est du clientélisme ! Elle tient le discours qui est attendu par les gens qui sont en face d'elle.

"Elle tient les mêmes propos que le FN"

Vos détracteurs portent contre vous les mêmes accusations. Ils parlent aussi de "politique à l'ancienne", de "clientélisme", de "système Barto", de "parrain du 9-3", de "Don Bartolone"...

- Quand je réalise un score aussi homogène sur des territoires aussi différents, quand je fais mes meilleurs scores à Paris et en Seine-Saint-Denis, c'est peut-être que je suis ressenti par les gens de ces territoires comme étant proche d'eux. Je connais cette région, je l'aime, je ne terrorise pas ses habitants. On essaye de me disqualifier en disant cela. J'ai toujours senti un parfum de racisme dans cette expression de "Don Bartolone" qui renvoie à mes origines italiennes. Comment va-t-on appeler les jeunes issus de l'immigration musulmane dans deux ou trois générations ? "Le mufti de Paris", "le mangeur de couscous du Val-d'Oise", "le marchand de tapis de la Seine-Saint-Denis" ?

Quand Pécresse fait des affiches disant "nous ne voulons pas devenir la Seine-Saint-Denis de Bartolone", c'est du racisme là aussi. Se rend-elle compte de l'opprobre qu'elle jette sur un million et demi d'habitants ? Ils connaissent des difficultés, mais ils connaissent aussi des réussites. Heureusement que des entreprises, y compris du CAC 40, sont moins débilés, viennent s'y installer, découvrent la richesse de cette jeunesse et des surfaces qui leurs sont proposées.

Bien entendu que la Seine-Saint-Denis connaît des difficultés économiques, sociales, sécuritaires, mais quel élu local peut prétendre y répondre seul ? Elle devrait plutôt s'en prendre à l'action qui a été la sienne et celle de Sarkozy, quand ils ont supprimé dans le département 13.000 postes de policiers, quand ils ont envoyé valdinguer les postes d'enseignant. C'est cela qu'elle devrait regarder au lieu de pointer du doigt les habitants. Elle tient les mêmes propos que le FN, elle utilise une image subliminale pour faire peur. Avec un discours comme celui-là, c'est Versailles, Neuilly et la race blanche qu'elle défend en creux.

La Seine-Saint-Denis est le département qui a connu le plus fort taux d'abstention au premier tour. Est-ce un échec personnel ?

- Malheureusement, ce n'est pas la première fois. C'est une difficulté qui m'interpelle. C'est très difficile pour une personne d'avoir confiance dans le temps long quand le quinze du mois c'est déjà la fin du mois.

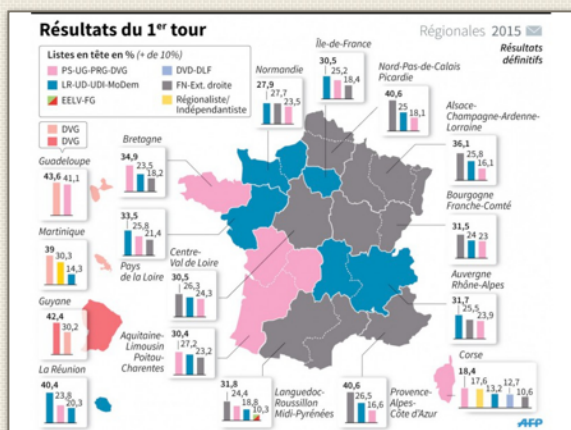
Mais si les habitants de Seine-Seine-Denis avaient trouvé votre action exceptionnelle à la tête du conseil départemental, ils se seraient déplacés en masse...

- J'ai obtenu mes meilleurs scores dans trois villes de mon secteur : le Pré-Saint-Gervais, Pantin et Les Lilas. Romainville et Bondy figurent aussi dans les dix meilleures villes. C'est que j'ai dû être reconnu pour l'action qui était la mienne.

Vous semblez confiant pour le second tour...

- Je ne suis pas un joueur, je suis un combattant. Tant que le résultat définitif n'est pas tombé, je ne m'avance pas. C'est aussi mon expérience qui est reconnue dans cette période de doute.

Propos recueillis par Julien Martin - nouvelobs.com



Les résultats du premier tour des régionales dans chacune des 13 nouvelles régions : le FN est en tête dans 6 d'entre elles(AFP)

II) Elections régionales : dans le Nord, Les Républicains à la pêche aux électeurs de gauche et aux abstentionnistes

Le Monde.fr | Par Perrine Mouterde



Affiches de campagne de Xavier Bertrand, candidat Les Républicains en Nord-Pas-de-Calais-Picardie. Perrine Mouterde

Deux heures plus tôt, il affrontait son adversaire aux régionales, la présidente du Front national (FN) Marine Le Pen, lors de l'unique débat de l'entre-deux tours. A 20 h 30, mercredi 9 décembre, c'est par des applaudissements que Xavier Bertrand est accueilli dans une salle de Marcq-en-Baroeul (Nord), une riche commune résidentielle jouxtant Lille. Quelques centaines d'habitants acquis à sa cause sont venus écouter la tête de liste Les Républicains (LR) en Nord-Pas-de-Calais-Picardie. Mais ses premiers mots sont pour les partisans du Parti socialiste (PS), qui a retiré sa liste au soir du premier tour.

« Je sais que cette campagne dépasse maintenant ma seule personne, ma seule famille politique, assure Xavier Bertrand. C'est un combat pour une région républicaine. Ceux qui se sont engagés à voter pour nous ont beaucoup de dignité et de grandeur. Ils n'auront pas à renier leur identité de gauche, je ne serai pas sectaire. »

« Gaulliste, communiste, écologiste »

Dans le public, au moins une personne est directement visée par ces propos : Hamza El-Kostiti, qui était en 13e position sur la liste écologiste dans le Nord, fait désormais campagne pour la droite pour faire barrage au FN. « Qu'est-ce qui a changé dans votre discours depuis le

Il promet, s'il est élu le 13 décembre, de diriger la

région en étant respectueux de chacun. Le candidat LR affirme « ne pas changer en fonction des circonstances ». Son programme est écrit, « noir sur blanc ». Défense de la « valeur travail », aides au transport et à la garde d'enfants, réforme du système des bourses étudiantes, lutte contre l'illettrisme, contre le racket et le trafic de drogue dans les lycées, culture, vidéoprotection... Xavier Bertrand déroule ses promesses. « Ce programme est-il gaulliste, centriste, communiste, écologiste ? Il est avant tout tourné vers la région », martèle-t-il.

Pas un mot ou presque, en revanche, à destination des électeurs de l'extrême droite. « Le FN surfe sur les malheurs et exploite les drames, lâche-t-il simplement. Mais il ne faut pas oublier qu'au premier tour, 6 électeurs sur 10 ont voté contre ce parti. »

Les « manipulations » du FN



Sabine Banach-Finez, en 13e position sur la liste Les Républicains, sur le marché de Noyelles-sous-Lens dans le Pas-de-Calais, le 9 décembre.
Perrine Mouterde

A Noyelles-sous-Lens (Pas-de-Calais), c'est pourtant un électeur sur deux qui a voté FN. Dans cette commune de 7 000 habitants, la formation de Marine Le Pen a remporté 51,87 % des voix, devant le PS (17,22 %) et LR (13,73 %). Dans l'allée du marché, mercredi matin, Sabine Banach-Finez distribue un tract tout juste sorti de l'imprimerie, qui dénonce les « mensonges et manipulations » du FN. Ici, ce sont d'abord les électeurs séduits par cette formation que les militants tentent de convaincre. Mais lorsque cette adjointe au maire, en 13e position sur la liste LR dans le département, vilipende un parti « de la haine et de l'exclusion » entre les stands de vêtements, peu de passants réagissent.

« Certains votent FN par rébellion pour nous

montrer qu'ils sont mécontents, estime Anne-Sophie Taszarek, conseillère régionale UDI. Mais dans le bassin minier, il y a aussi un réel vote d'adhésion. C'est un mal-être profond qui s'exprime dans les urnes. »

Si elle n'a pas voté pour Marine Le Pen, Patricia, la soixantaine, dit elle aussi « en avoir marre que rien ne change ». « Le FN n'est pas la seule alternative, la droite non plus n'a jamais été aux manettes de la région », insiste Sabine Banach-Finez. « Et pour les gens qui se lèvent à midi, touchent le RSA et boivent avec cet argent, vous faites quoi ? » La candidate LR détaille une proposition de son parti : si un allocataire du revenu de solidarité active (RSA) refuse deux propositions d'emploi ou de formation, son aide sera supprimée. « Ah, c'est bien ça », lâche Patricia.

Convaincre les abstentionnistes

Laëtitia, yeux clairs et hijab, ne veut pas du FN. Cette mère au foyer de 34 ans n'est toutefois pas certaine d'aller voter dimanche. « Ça sert à quoi ? » Hasna, 24 ans, fait elle aussi partie des abstentionnistes du premier tour. Si elle avait mis un bulletin dans l'urne, ça aurait été celui du Front de gauche de Jean-Luc Mélenchon. Au second tour, elle est prête à voter Xavier Bertrand « pour limiter les dégâts ». Fille de parents immigrés, elle se sent stigmatisée par les propos de Marine Le Pen à l'égard des étrangers.

Combien de ceux qui ne se sont pas déplacés au premier tour iront voter le 13 décembre ? Combien d'électeurs de gauche mettront dans l'urne un bulletin LR ? Comme Xavier Bertrand, Sabine Banach-Finez salue le « courage politique » du PS. Mais elle aussi estime qu'il aurait été contre-productif de modifier le programme du parti pour intégrer des propositions de gauche. « Cela aurait donné du grain à moudre à Marine Le Pen et à sa théorie de l'UMPS », explique-t-elle.

Mercredi après-midi, un sondage a donné la liste LR devant celle du FN au second tour en Nord-Pas-de-Calais-Picardie. A Marcq-en-Baroeul, des élus LR « sentent la victoire » à portée de main, même si Xavier Bertrand appelle à « ne pas s'emballer ». Sabine Banach-Finez, elle, prédit un résultat serré. Elle n'a pas oublié le « cataclysme » des départementales : il y a six mois, les électeurs de son canton ont préféré le candidat du FN à celui de la gauche.

III) Comprendre les abstentionnistes (plutôt que les injurier)



Au lendemain du triomphe du FN, certains ont accablé les abstentionnistes. L'abstention a pourtant des raisons structurelles qu'il faut d'autant plus chercher à saisir que celle des classes populaires affecte singulièrement la gauche de gauche.

Le FN, plus personne ne peut le nier, est donc bien devenu le premier parti de France. Et si ce n'est le premier parti, au moins l'un des premiers partis plébiscités par les catégories populaires. Mais plutôt que de persister, à gauche, dans la dénégation, et de s'en tenir aux catégories officielles de la politique, il faut s'interroger sur un fait plus massif. Non seulement l'abstention, quoiqu'en léger retrait, reste forte et durable (50,02% du nombre d'inscrits), mais il faut également compter avec une catégorie plus reléguée encore que celle des abstentionnistes : celle des non-inscrits [1].

On peut alors, comme l'éditorialiste d'Europe 1 Raphaël Enthoven, accabler les abstentionnistes de son mépris de classe et des qualificatifs de « feignants », « ingrats », « gagne-petit », «

« flemmards », « malhonnêtes », « irresponsables ». Ou prendre conscience que le phénomène dit quelque chose de fondamental sur l'état de délitement de la vie politique en France, et sur l'état d'impuissance de la gauche radicale dans ce pays.

Une abstention jeune et populaire

Selon une enquête d'IPSOS sur les abstentionnistes, si les personnes âgées de 60 ans et plus se sont fortement mobilisées, avec 67% de votants et 33% d'abstentionnistes, une très grande majorité des jeunes électeurs s'est abstenue, dont 65% des 18-24. Dans la tranche d'âge suivante, les 25-34 ans, l'abstention est même un peu plus forte : 66%. Et, ce qui est plus inquiétant encore pour la gauche, qui s'appuyait traditionnellement sur ces catégories, on recense d'autres chiffres perturbants du côté des catégories socio-professionnelles. Le taux d'abstention est le plus fort chez les ouvriers (61%), les employés (58%) et les professions intermédiaires (55%).

Une abstention qui affecte plus

particulièrement le Front de gauche

Il faut donc prendre au sérieux ces chiffres. Et c'est plus vrai encore pour la gauche de gauche, et spécialement le Front de gauche. Selon une enquête d'IFOP cette fois, c'est parmi les électeurs de Jean-Luc Mélenchon en 2012 qu'on compte le plus grand nombre d'abstentionnistes (55%, contre 48% aux électeurs de François Hollande, et 36 % aux électeurs d'Eva Joly en 2012). À l'inverse, seuls 23% des électeurs de Marine Le Pen en 2012 ne se sont pas déplacés, dans un scrutin local pourtant réputé défavorable au Front national. Et, sans trop s'avancer, sauf sursaut de l'électorat de gauche là où c'est encore possible, on peut malheureusement penser que, comme le capital va au capital, la mobilisation ira à la mobilisation, et la victoire à la victoire dimanche prochain.

Une abstention de défiance envers la gauche de gauche

Mais l'enseignement le plus grave réside dans ce que l'on sait déjà des déterminants de l'abstention. Toujours selon la même enquête, si 35% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon en 2012 se sont abstenus pour manifester leur mécontentement à l'égard des partis politiques, seuls 27% des électeurs de François Hollande, 12% des électeurs d'Eva Joly et même 16% des électeurs de Marine Le Pen en 2012 vont dans le même sens. Bien plus, 13% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon ont, par ailleurs, déclaré s'abstenir parce qu'aucune liste ne défendait ou ne représentaient leurs idées (contre 8% aux électeurs de François Hollande et Marine Le Pen). Autant dire que l'on est sans doute passé d'une mobilisation et d'un vote d'adhésion, et d'une abstention de protestation, à une abstention de défiance du côté des électeurs de la gauche de gauche (y compris et d'abord envers le Front de gauche).

Une ligne incohérente et un plan bataille en ordre dispersé

Il est trop tôt pour dire, de manière certaine, fine et différenciée, quelles sont les racines profondes de cette nouvelle forme d'abstention. Et notamment parmi les électeurs de la gauche de gauche. Mais il y a sans doute à cela, à première vue, plusieurs raisons probables. En premier lieu, une ligne politique illisible oscillant, comme l'écrit Philippe Marlière, entre une ligne « centriste », des « alliances opportunistes avec le PS », et une ligne « gauchiste », un «

maximalisme verbal assorti d'un sectarisme anti-PS », qui tend à décourager les électeurs du Front de Gauche comme les électeurs de la gauche d'EELV et du PS. Le PS hollandais et le Front National, qu'on la récuse ou non, ont au contraire une ligne cohérente, et en retirent aujourd'hui des bénéfices.

Un second lieu, un plan de bataille en ordre dispersé : on peut ne pas partager son appel à enjamber, en quelque sorte, cette élection avant même le second tour, en s'engageant déjà dans la campagne présidentielle, mais Jean-Luc Mélenchon a en revanche raison de déclarer, au nom du Front de gauche, que « nous étions illisibles et dispersés en quatre combinaisons différentes pour treize régions ! Nous sommes la seule famille politique qui n'a pas fait une campagne nationale ». Et d'anciens électeurs de Jean-Luc Mélenchon en 2012, selon des témoignages que nous avons pu recueillir, parlent tous, en effet, d'un sentiment de « perte des repères », d'« inutilité » ou même d'« amoralité politique ».

Retrouver le sens de la rupture et le contact avec les classes populaires

Mais surtout, en dernier lieu, il faut bien évoquer la disparition d'un horizon idéologique puissant, apte à rassembler, mobiliser et – pourquoi non ? – capable même d'enthousiasmer les classes populaires. Chacun aura pu le constater cet été au sujet du référendum grec, on a vu s'enflammer les réseaux sociaux, ressurgir des mobilisations et des débats populaires d'une intensité sans équivalent depuis 2005 (même si, malheureusement, Tsipras et son gouvernement ont fini par choisir la voie de la résignation, et désespérer encore un peu plus les catégories populaires).

Comme le fait fort justement remarquer Stathis Kouvelakis, ce dont nous avons besoin à gauche, en France et ailleurs, c'est donc de propositions de rupture offensives, affirmatives et conquérantes. Nul ne peut évidemment prétendre en détenir aujourd'hui le monopole et la clé, mais il est grand temps de soulever des questions comme celle de l'Europe (il faut bien l'avouer : la gauche de gauche est encore incapable de produire un discours cohérent sur l'Europe, de penser un dispositif capable de s'affranchir des contraintes internationales de la financiarisation comme des cadres nationaux). Ou de soulever la question d'une vision de la France et de la politique qui, quand elle n'est pas surannée, a perdu tout ancrage social et sociologique, et où

l'on passe son temps à donner des leçons en "patriotisme", en "républicanisme", en "responsabilité".

Autant de leçons, de discours normatifs qui ne contribuent pas peu à détourner une grande frange de l'électorat populaire (dans toute sa « diversité » comme le remarque Philippe Marlière, et l'on pense évidemment à la jeunesse des banlieues) du vote et notamment du vote à gauche. Et en ce sens, « qui est véritablement irresponsable ? », comme le demande et s'insurge une ancienne dirigeante d'une des composantes du FDG, pourtant venue du PS, et qui s'est également abstenue pour la première fois ce dimanche.

Retrouver le sens de la lutte

Retrouver le sens d'un horizon de conquête, c'est aussi la condition d'une remobilisation possible des classes populaires qui, comme l'écrit toujours Stathis Kouvelakis, sont sans doute désespérées de n'avoir plus pour seul projet que de "résister" au néo-libéralisme. Ou même qui se moquent de cette rhétorique intellectuelle inoffensive, qui installe et conforte la gauche de gauche dans une position d'impuissance, une position réactive.

Pierre Bourdieu disait que nous ne devons toujours nous rappeler que la « main gauche » de l'État, les acquis sociaux, portaient la trace de conquêtes historiques. Et donc évidemment travailler à les préserver. Mais que nous devons également nous souvenir que ces acquis étaient précisément le produit d'une lutte, de ruptures politiques, sans lesquelles nous nous condamnons à laisser la main libre à la seule « main droite » de l'État (et à ses dérives autoritaristes).

Or la gauche de gauche l'a, en effet, toujours emporté lorsque, et lorsque seulement, elle a proposé aux classes populaires des avancées sociales substantielles et novatrices, ou les a prolongées avec détermination et inventivité (il suffit de penser à la longue et durable histoire de la lutte pour la réduction du temps de travail). Bref, lorsqu'elle a su « renverser la table », pour reprendre les mots d'une ancienne dirigeante que nous avons pu interroger.

La disparition du FDG, peut-être, mais pour quoi faire ?

Le Front de Gauche va-t-il donc éclater, comme semblent le penser, et parfois même le souhaiter certains de ses militants, sympathisants, voire certains de ses dirigeants ? Nul ne peut le prédire

et en décider. Mais il est certain qu'il est devenu urgent et nécessaire – si l'on veut véritablement reconquérir des classes populaires réduites, par désespoir, à s'abstenir ou voter Front national – de dépasser les ambitions d'appareil et de personnes (et donc également les egos plus ou moins présidentiels et les structures bureaucratiques en place).

Qu'il est urgent et nécessaire, aussi, de sortir de l'entre-soi militant (pour se remettre au contact des populations concernées, de la pluralité des demandes démocratiques). Urgent et nécessaire encore, de renouer des alliances qui n'excluent pas des conflits, et ne signifient certainement pas faire des compromis sur des points essentiels (comme la lutte contre l'austérité budgétaire, et la défense inconditionnelle des libertés publiques).

Urgent et nécessaire, enfin, de renouer avec le monde des intellectuels, de l'art, de la culture, non pas seulement pour se donner bonne conscience, et associer des noms en bas de page d'une pétition, mais pour renouveler les formes de mobilisation, d'intervention, de protestation (« la lutte oui mais la fête aussi », c'était aussi la leçon de gaité, et la raison du succès des mouvements sociaux radicaux des années 90, d'Act-Up, du SCALP, d'AC ou du DAL aux grandes grèves, il y a vingt ans, de l'hiver 1995).

Comme l'écrivait l'un de ces mouvements radicaux, « un groupe politique est avant tout un outil qui doit nous permettre d'évoluer et d'agir, de changer la société et de nous changer nous-mêmes ». Et dont la raison d'être est de « libérer un espace dans l'échiquier politique permettant l'émergence d'autres initiatives ». Sans cela, il est le premier obstacle à la politisation et la mobilisation des classes populaires, et laisse la place, en vérité, à la poussée des forces d'extrême droite et ou à l'abstention. Or nous en sommes là. Alors qu'une course de vitesse avec l'extrême droite est engagée. Et mal engagée.

Notes

[1] Qu'il faudrait pouvoir évaluer en retranchant du nombre de Français en droit de voter le nombre d'inscrits. On ne dispose pas, malheureusement et pour cause, de données officielles fiables sur ce point.

IV) La droite veut asphyxier Nicolas Sarkozy

Par Ellen Salvi

Les adversaires de Nicolas Sarkozy n'ont pas attendu le second tour pour commencer à l'attaquer sur sa stratégie, ses obsessions et son bilan. À leurs yeux, l'ex-chef de l'État est l'un des premiers responsables de la montée du FN. Fini le temps du rassemblement en carton-pâte et des sourires forcés. Les hostilités sont ouvertes.

Ils ne peuvent pas s'en empêcher. Le patron des députés LR (ex-UMP), Christian Jacob, a eu beau plaider dès lundi que « si tout le monde pouvait se taire pendant une semaine, ce serait très bien », personne ne l'a écouté. La tentation est bien trop forte. Voilà un an que les adversaires de Nicolas Sarkozy et leurs soutiens se prêtent tant bien que mal au jeu du rassemblement Potemkine imposé par l'ex-chef de l'État. Un an qu'ils le voient renouer avec ses obsessions et entraîner l'ensemble de la droite par le fond. Ils auraient pu attendre encore quelques jours, mais les mauvais résultats enregistrés par l'opposition au premier tour des régionales sont une trop belle occasion. Difficile de passer à côté.



Nicolas Sarkozy en meeting à Schiltigheim (Bas-Rhin), le 25 novembre. © Reuters

Que pèse le soutien aux têtes de liste au regard de la grande bataille des chefs que promet l'exercice de la primaire ? Pas grand-chose. Dès le mois de septembre, aux journées parlementaires de Reims (Marne), plusieurs élus LR confiaient à Mediapart la nécessité de remettre à plat la ligne idéologique du parti. « Ce sera impossible de banaliser une victoire du FN aux régionales », anticipait le

député et maire de Vesoul, Alain Chrétien, proche de Bruno Le Maire. « Une victoire du FN sonnerait le tocsin pour la droite et le centre, ajoutait le député des Bouches-du-Rhône Christian Kert. Nous devons alors organiser des États généraux de fer pour savoir ce que l'on dit à un pays qui a choisi de franchir le Rubicon. »

Lundi 7 décembre, au sortir du bureau politique durant lequel il avait validé le principe du « ni retrait ni fusion », Alain Juppé a insisté devant les caméras sur la nécessité d'ouvrir, après le second tour, « un débat sur la situation actuelle qui fait que – soyons lucides – nous ne sommes pas audibles ». Mais ses soutiens n'ont pas attendu le 13 décembre pour s'emparer du sujet, à l'instar du député et maire de Châlons-en-Champagne, Benoist Apparu, qui a déclaré mardi sur BFM-TV : « Nous vivons depuis 2007 sous un théorème qui est en gros: la droitisation de la droite républicaine permet d'être un rempart par rapport au Front national. [...] Pour ce qui me concerne, je ne crois pas à cette thèse-là. »

Ils sont nombreux à avoir choisi de dégainer dans l'entre-deux-tours. C'est le cas du député de la Drôme Hervé Mariton, candidat à la primaire, qui a estimé lundi que les résultats décevants de la droite et du centre étaient « l'échec de Nicolas Sarkozy car d'évidence, il n'est pas crédible comme représentant d'alternance après avoir échoué en 2012 ».

C'est aussi le cas de la n°2 du parti, Nathalie Kosciusko-Morizet, et de l'ancien ministre Jean-Pierre Raffarin, qui ont tous deux appelé au retrait de la liste LR arrivée en troisième position dans la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées. Une hypothèse que défendait également le patron de l'UDI, Jean-Christophe Lagarde, mais qu'a balayée l'ex-chef de l'État d'un méprisant : « Personne ne l'écoute. »

« La prochaine fois, si Les Républicains pensent que leur succès sera mieux assuré sans nous, qu'ils y aillent seuls. Nous sommes disposés à faire nos propres listes », s'est agacé le leader centriste dans *Le Parisien*, avant de s'en prendre à son tour à la stratégie de son allié de circonstance : « Plus les Républicains courent derrière les thèses du FN, plus ils oublient la ligne Chirac, plus le FN monte depuis huit ans. » Et puis, il y a aussi ceux qui, du côté de l'ultra droite, ont cru bon de dénoncer « la dérive centriste » de LR, comme le député des Yvelines Jacques Myard. Comme Sarkozy lui-même d'ailleurs qui, au soir du premier tour des

régionales, affirmait devant une poignée d'élus réunis rue de Vaugirard que les résultats prouvaient que « les Français veulent plus de droite, pas du centre ». Pour parfaire sa démonstration, il se raccroche au score du très droitier Laurent Wauquiez, arrivé en tête dans la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Après avoir consenti mardi, face aux députés, la nécessité d'ouvrir « un débat » à la rentrée, l'ex-chef de l'État s'est ravisé le lendemain au micro de France Inter, affirmant que « la question n'est en rien une question de ligne pour savoir si on est plus à droite ou plus au centre ». « Tiens ? Nicolas Sarkozy qui dit tout et son contraire ? C'est tellement étonnant de sa part... », moque un député LR, avant d'ajouter : « Nous sommes tout de même face à quelqu'un qui avait dit "je ne vous trahirai pas" au début de son mandat et "je ne reviendrai pas" à la fin. C'est un peu difficile à suivre... »

«Pas besoin de l'achever, les électeurs s'en chargeront»

Nicolas Sarkozy dit vouloir comprendre les raisons pour lesquelles ses anciens électeurs sont partis vers le Front national. Mais il continue de dérouler les axiomes qui leur ont fait préférer l'original à la copie : la nécessité de rétablir les frontières, le besoin identitaire, le refus d'une société multiculturelle... Et cette question, posée comme si de rien n'était, mercredi matin sur France Inter : « Est-ce que la France de toujours est toujours la France ? » Ne jamais reconnaître ses erreurs. Éviter toute forme de bilan. Renvoyer la responsabilité sur les autres. La mécanique sarkozyste ne souffre aucune remise en question, y compris lorsqu'elle provient des urnes. « C'est son problème de base : chez Sarko, même quand on se trompe, c'est qu'on a raison », souffle un élu LR proche d'Alain Juppé.

À force de s'entêter, l'ex-chef de l'État commence tout de même à fatiguer. Mardi matin, « il avait le teint cireux » à la réunion du groupe de députés LR, confie un participant. « Il était déjà détesté au Sénat, il est désormais franchement mal en point à l'Assemblée nationale », poursuit ce dernier. Pour preuve, ni Valérie Pécresse, ni Xavier Bertrand, ni François Sauvadet n'ont souhaité l'associer à leur dernière semaine de campagne. « Pourquoi l'inviter à nos meetings ? Tout le monde sait qu'il ne fait plus gagner de voix, tranche un candidat en Île-de-France. Il n'y a qu'à regarder le fiasco en Paca, là

où il réalisait ses meilleurs scores avant. Le message est clair : les gens ne veulent plus de lui. Il est vraiment le seul à ne pas s'en rendre compte... »

La tête de liste en région Nord-Pas-de-Calais-Picardie est même allée plus loin sur Europe 1, mercredi. Réagissant aux propos du patron de l'opposition, qui a déclaré que le vote FN n'était pas « immoral », l'ancien ministre du travail a haussé le ton. « Il a un devoir, de dire dans la même phrase que les dirigeants du FN, que Mme Le Pen, elle, a un comportement immoral. [...] Je passe mon temps à commenter les déclarations des uns et des autres. Mais qu'ils se taisent ! Ils n'ont que quelques jours encore à patienter alors je leur dis une chose : "Si on peut pas vous enfermer, taisez-vous !" », s'est-il énervé.

Lâché peu à peu par ses soutiens, le patron de l'opposition voit son entourage se réduire comme peau de chagrin. Après Nadine Morano, Rachida Dati, Patrick Buisson, Claude Guéant, Emmanuelle Mignon... C'est au tour de son fidèle Éric Woerth, ce « très honnête homme » qu'il a propulsé délégué au projet présidentiel quelques jours après sa relaxe dans l'affaire Bettencourt, de prendre ses distances et d'interroger la légitimité de son ancien mentor. « La droite n'est pas prête et n'a pas de leader officiel et légitime, qui porte les couleurs officielles de l'ensemble du parti », a ainsi déclaré l'ex-ministre sur i-Télé.

Ce constat est désormais partagé par le plus grand nombre dans les rangs de LR. Nicolas Sarkozy pensait que son seul retour permettrait de régler la question du leadership. Cela n'a pas été le cas. Le principe de la primaire entériné, la question a été de facto renvoyée au mois de novembre 2016. Un peu tard au vu de la situation actuelle, jugent plusieurs élus.

La droite pourra-t-elle encore tenir onze mois dans un tel statu quo ? Nombreux sont ceux à penser que non. Aussi l'idée d'avancer le scrutin est-elle en train de germer. « Le problème, c'est que nous ne sommes pas prêts, affirme un député filloniste. Avancer la primaire permettrait surtout à Sarkozy de l'annuler en prétextant que nous ne sommes pas en mesure de l'organiser. »

Du côté d'Alain Juppé, l'éventualité n'est nullement écartée, « à condition, bien sûr, que les garanties soient respectées ». Qu'importe la date, les adversaires de l'ex-chef de l'État veulent que le combat ait lieu. « Ils vont cogner comme des

sourds », promet un soutien de Bruno Le Maire. Le succès du FN aux régionales offre en effet à tous les ambitieux de 2017 un argument massue pour achever le patron de l'opposition. Mais pour l'heure, ils se défendent de vouloir s'en emparer. « Ce n'est pas notre timing, indique un élu proche du maire de Bordeaux. Inutile de sulfater quelqu'un dont on aura besoin plus tard. » « Pas besoin de l'achever, ajoute-t-on dans l'entourage du député de l'Eure, Bruno Le Maire. Les électeurs s'en chargeront. »

mediapart.fr

A Suivre...
La Presse en Revue

LAPRESSEENREVUE.EU